

## Les nouvelles problématiques de la jeunesse et les politiques publiques : connaissons-nous les jeunes pour construire une politique publique orientée vers eux ?

Najla Arfa\*

Il ne fait aucun doute que nous sommes un pays dont la population est majoritairement composée de jeunes. En effet si on se réfère aux statistiques démographiques, le dernier recensement national de 2014 indique que près de 48 % de la population tunisienne a moins de 30 ans et 24.5 % de celle-ci a entre 15 et 29 ans[1]. Ce dernier taux est légèrement inférieur à la moyenne des pays de la région MENA, où la population de 15 à 29 ans représente environ 30 % de la population totale (Raz, 2019)[2].

Bien que cette catégorie sociale soit déterminante dans la construction de l'avenir politique du pays, elle ne transparait pas dans le projet de société à mettre en place ni dans une optique inclusive des nouvelles valeurs, nouvelles générations de liberté et nouvelles problématiques transnationales et locales de cette frange de la population tunisienne.

Parallèlement, si on examine les chiffres concernant la prise en considération des jeunes et leur implication dans la vie publique et politique[3] on se rendra compte qu'aucune représentativité de ce prorata n'est en place.

Ce décalage entre la composition démographique du pays et le paysage des acteurs politiques renforce le sentiment d'instrumentalisation négative que ressent la majorité de cette catégorie sociale et légitimise, de son point de vue[4], son désintéressement à l'action publique et politique telle qu'elle se présente aussi bien avant qu'après le 25 juillet 2021.

Cette Jeunesse qui, à travers les différents rendez-vous électoraux et plus globalement politiques, a répondu présente dans l'action mais une fois les étapes franchies se voit exclue de toute réunion stratégique, décisionnelle ou exécutive. Ce n'est que la force active à mobiliser sur terrain ou les soldats de premières lignes que l'on déploie afin de gagner les batailles dirigées de manière exclusive par les catégories sociales plus âgées dans leurs intérêts propres[5].

---

Chercheuse CEMI

[1] Ministère des Affaires de la Jeunesse et des Sports (2017), Stratégie Opérationnelle du Secteur de la Jeunesse : Diagnostic, Orientations, Actions.

[2] Raz, D. (2019), Youth in Middle East and North Africa, Arab Barometer.

[3] <http://www.isie.tn/>

[4]

[5] <https://bit.ly/3WFxAMk>

Cette forme de tutelle a fait que cette frange de la population, en se sentant incomprise et utilisée, s'oriente vers d'autres solutions afin de vivre ses expériences et réaliser ses rêves. Ces solutions peuvent revêtir des formes extrêmes comme le pari sportif (ou jeux de hasard à gain rapide), la migration non-règlementaire, l'économie parallèle et autres solutions qui peuvent paraître irréflechies et extrêmes mais qui émanent d'un désabusement et un désespoir des institutions aussi bien sociales, qu'étatiques que politiques. A cet effet, certains faits comme la déscolarisation, le recours à la violence accompagnée par le sentiment d'impunité (même dans le cercle familial), le non-respect des lois et règles sociales, et autres pratiques sociales négatives montrent une perte de confiance presque totale dans les institutions de l'Etat puisque ces dernières ne jouent plus leurs différents rôles aussi bien dans la socialisation, dans le respect des règles et lois que dans le maintien de justice légale et/ou sociale.

Dans ce travail nous essayerons de nous intéresser d'un peu plus près à cette frange de la société que nous appelons la jeunesse entre sa composition générationnelle, ses attentes et ses préoccupations de ce sentiment d'exclusion et d'incompréhension que vit cette classe sociale motivée par la non-application (ou mauvaises application) des politiques étatiques dont elle est sensée être le centre et le moteur.

A-Les jeunes et leurs problématiques :

Définir qui sont ces jeunes et leurs différentes catégories est un préalable à la réflexion sur la gouvernance des questions qui les concernent.

Il n'y a pas de définition universellement adoptée du début et de la fin de la jeunesse. Par exemple, l'OCDE n'adopte pas une définition unique de la jeunesse et ses pays membres n'ont pas non plus d'approche unifiée dans ce domaine (OCDE, 2019). Pour les Nations Unies, la jeunesse est définie comme la période entre 15 et 24 ans (ONU, s.d.[6])

---

[6] ONU (s.d.), Pourquoi la jeunesse - Année internationale de la jeunesse 2010 – 2011.

et adoptée par de nombreux pays et institutions nationales. La Charte africaine de la jeunesse, signée par la Tunisie, est plus large et définit les jeunes comme les personnes âgées de 15 à 35 (Union Africaine, 2006[7]).

Par ailleurs, la Tunisie fait partie d'une convention internationale (Floris, s.d.[8]) Comme d'autres pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) tels que le Maroc ou le Liban, qui considèrent généralement que la jeunesse couvre la tranche d'âge entre 15 et 29 ans. Cette définition est un constat dans la pratique de nombreuses institutions publiques tunisiennes, dont le ministère chargé de la jeunesse. Cependant, il n'a pas de portée générale ni de valeur juridique absolue dans le pays.

Nos recherches sur la jeunesse, ont montré que les définitions dans les travaux des organismes internationaux et nationaux nous renvoient à « La définition d'un intervalle entre deux âges comme déterminant de la jeunesse permet de définir de manière générale et abstraite les bénéficiaires de l'action du gouvernement dans divers secteurs ainsi que de mieux choisir, évaluer et adapter les actions qui leur sont destinées. »[9]

Cependant, définir la jeunesse n'est pas chose simple et parler de jeunesse « comme un ensemble homogène »[10] est un amalgame commis dans les discours publics. Cette appellation de cette catégorie sociale reste une sorte de fourre-tout défini par une tranche d'âge ou un statut professionnel[11] alors que c'est une période de la vie par laquelle non seulement les individus transitent pour passer à

---

[7] Union Africaine (2006), Charte Africaine de la Jeunesse.

[8] Floris, S. (s.d.), Études sur les politiques jeunesse des pays partenaires méditerranéens : Tunisie.

[9] <https://bit.ly/3WDzBZO>

[10] <https://bit.ly/3HYHHYK>

[11]

l'âge adulte[12] (Longo, 2016, Eurostats, 2015) [13], mais également vécue pleinement par ces derniers car c'est là où se joue l'intégration à la société[14](Galland, 2011). Il apparaît donc exister « des » jeunesses et non « une » jeunesse, caractérisées par des diversités sociales, culturelles, économiques et territoriales qui jouent un rôle important dans les inégalités que traversent ces jeunesses.[15] Cette diversité de parcours juvéniles se basant sur l'autonomisation et l'indépendance montre que « la transition n'intervient pas de manière homogène chez tous les individus qui se trouvent dans des situations diverses et n'affrontent pas les mêmes défis » (OCDE, 2019)[16] et contribue à produire des « décalages croissants » (Loncle, 2013)[17] entre les besoins des jeunes et les interventions publiques à leur intention. Par ailleurs, la Tunisie est aujourd'hui confrontée à de nombreux phénomènes qui remettent en question les images classiques de la jeunesse et affectent inéluctablement leur définition. L'allongement de la scolarité, la montée du chômage, la diversité et la précarité des formes de travail et d'emploi, la montée des inégalités et de la pauvreté, l'évolution de l'ère de l'autonomie financière ou de l'accès à un logement indépendant, la diversification des schémas matrimoniaux, l'évolution des schémas de questionnement, de consommation et de communication contribuent à modifier la transition

---

[12] Longo, M. E. (2016). Les parcours de vie des jeunes comme des processus, Cahiers dynamiques, 67 (1), 48-57.

[13] Eurostats (2015), Youth in Europe.

[14] Galland, Olivier. Sociologie de la jeunesse. 5ème édition. Armand Colin, 2011

[15] Op. Cit. 10

[16] OCDE (2019), Impliquer et autonomiser les jeunes dans les pays OCDE, Éditions OCDE,

[17] Loncle, P. (2013). Jeunes et politiques publiques : des décalages croissants, Agora débats/jeunesses, 64 (2), 7-18

vers l'indépendance (Banque Mondiale, 2014[18]) compliquant la définition de la jeunesse.

Donc, afin de bien déterminer les nouvelles problématiques, attentes et aspirations des jeunes il faut tout d'abord définir avec plus de précision cette catégorie sociale et s'intéresser de plus près à ses différentes sous-catégories et ramifications. Pour cela un ensemble d'indicateurs démographiques, sociaux doivent être pris en considération afin de déterminer avec précisions leurs aspirations et leur participation dans la vie publique.

## 2- la notion de génération :

Marc Bloch définit la génération comme : « Les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en particulier dans leur période de formation, des influences analogues. L'expérience prouve que leur comportement présente, par rapport aux groupes sensiblement plus vieux ou plus jeunes, des traits distinctifs ordinairement forts nets. Cela, jusque dans leurs désaccords, qui peuvent être des plus aigus. Se passionner pour un même débat, fût-ce en sens opposé, c'est encore se ressembler. Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge, fait une génération. »[19]

Par ailleurs, Karl Mannheim quant à lui, met en relation la notion de génération à la « situation sociale » donnée d'un groupe d'individus et souligne l'aspect important des problèmes générationnels dans la mesure où ils permettent de comprendre les différentes formations des mouvements sociaux et spirituels ainsi que leur portée dans la compréhension des bouleversements

---

[18] Banque Mondiale (2014), Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes.

[19] Bloch M., 1941, Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) : Les classiques des sciences sociales, 105.

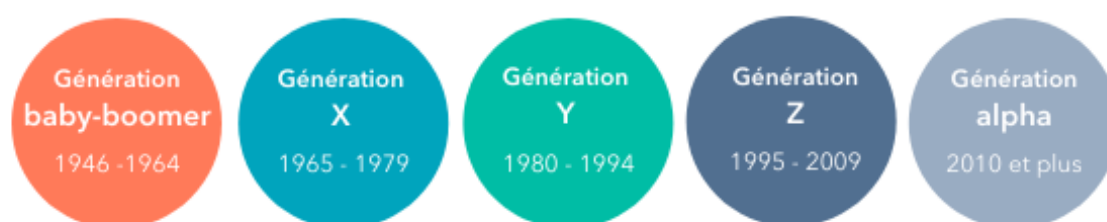
accélérés de l'actualité immédiate.[20]

Cette définition souligne l'aspect primordial de la compréhension des problèmes spécifiques que vit chaque génération car cette première étape permettrait de comprendre les modes d'expressions propres à chacune de ces catégories sociales et de saisir les bouleversements que vivent les différentes générations dans leurs processus de changement social à travers l'avènement de l'actualité immédiate qui à chaque fois qu'elle a lieu elle enclenche un débat public aussi bien dans les médias que les réseaux sociaux et le terrain. Ces débats publics enclenchés sont généralement dans notre cas l'étincelle d'un processus de changement institutionnel, légal, social ou économique mais qui n'aboutissent généralement pas à conclure et restent aux stades de projets de loi, de commissions, ou d'études ou de promesses émises[21] par les politiciens sans les tenir. Nous avons tous été témoins des débats déclenchés à chaque reprise par une actualité comme la loi 52 (les délits liés à la consommation de la drogue douce), les lois liées à l'égalité des genres dans l'héritage, etc. que les institutions étatiques, les partis politiques et la société civile ont fait stagner en l'état sans continuer le combat de pression ou de changement réclamé par les citoyens lors de ces événements ou débats.

Les 5 générations telles qu'elles sont définies[22] sont :

- Génération baby-boomer (naissance entre 1946 et 1964)
- Génération X (naissance entre 1965 et 1979)
- Génération Y (naissance entre 1980 et 1994) 2011
- Génération Z (naissance entre 1995 et 2009)
- Génération Alpha (naissance après 2010)

**Schéma 1 : Les différentes générations.**



source : <https://bit.ly/3jynVZK>

Le regain d'intérêt pour la sociologie des générations de Karl Mannheim a eu lieu avec l'apparition de la sociologie de la jeunesse et des âges de la vie. Gérard Mauger[23] retrace l'émergence de cette problématique, sa diffusion dans les médias et dans le débat public, ainsi que l'état de la littérature actuelle. Le problème des générations est désormais, pour lui, double : il peut être décomposé en la question de la « génération sacrifiée » (au chômage de masse, à la dévaluation des diplômes, etc.) d'une part et en celle du conflit de générations d'autre part.

---

[20] « Le problème des générations est un problème important qu'il faut prendre au sérieux. C'est un des fils conducteurs indispensables à la connaissance de la formation des mouvements sociaux et spirituels. Sa portée pratique devient évidente dès lors qu'il s'agit de comprendre avec précision les bouleversements accélérés de l'actualité immédiate. » Mannheim K., 1990 (1928), *Le problème des générations*, Paris : Nathan, coll. Essais et Recherches, 39.

[21] Voir : Patric Savidan, *Voulons-nous vraiment l'égalité*. Paris. Albin Michel, 2015.

[22] <https://bit.ly/3jynVZK>

[23] Samuel Coavoux, « Karl Mannheim, Le problème des générations », *Lectures*, Les comptes rendus.

Le classement générationnel est un des critères utilisés afin d'identifier les catégories sociales des jeunes puisque chaque génération se caractérise par des valeurs partagées, un code de communication, de langage voire des codes d'appartenance et de reconnaissance intra et intergénérationnels.

Nous pouvons citer à titre d'exemple les canaux de découverte ou d'information adoptés par chacune des générations Millénaire et Génération X dans la recherche et la quête de la connaissance.



Source : <https://bit.ly/3jynVZK>

En plus de la génération démographique on peut également évoquer la notion de générations politiques de Braungart R. et M [24] et qui met en exergue la dynamique entre le cycle de vie (l'âge), les événements (la période) et la cohorte (le moment) tous trois combinés.

La génération politique des années 2011 n'ont pas vécu les mêmes étapes que les générations passées. Et les générations qui ont vécu les événements de 2011 ne ressemblent pas à la génération qui a grandi après la révolution de 2011.

La Tunisie a connu depuis 2011 des changements politiques et sociaux profonds. Il y a eu une génération qui a produit les événements et une génération réceptrice. Entre ces deux générations, des différenciations ont vu le jour et ont généré des visions de la société et de la politique différentes puisque les solutions, la vision de la société et ce qui doit être, entre ces deux générations, ont été distinctes et n'obéissent pas aux mêmes orientations intellectuelles. Entre ceux qui considèrent qu'il y a eu une révolution et ceux qui considèrent qu'il y a une simple rupture politique, les moyens de gérer l'affaire publique, les rôles de chaque frange sociale et

[24] « Dans les années 1930, la déception due à la défaite lors de la Première Guerre mondiale, en Allemagne, et à la révolution bolchevique, en Russie, ont drainé les jeunes vers le fascisme d'extrême droite (...). Les crises économiques et les taux de chômage élevés stimulèrent la formation de générations politiques aux États-Unis et en Europe. (...). Le nombre important de jeunes, la marginalisation et l'isolement de ces derniers, ont tendance à produire une culture propre à la jeunesse, où ce sont les pairs du même âge, plutôt que les adultes, qui exercent la plus grande influence en termes de socialisation. (...). Parallèlement aux nombreux problèmes sociaux, économiques et politiques (les effets dits contextuels) qui contribuent à produire des générations politiques, « la pensée intellectuelle et les forces culturelles qui frappent l'imagination des jeunes jouent un rôle important dans le développement d'une conscience générationnelle et dans la stimulation de la mobilisation politique. »



















Braungart R. et M., 1989, Les générations politiques, chapitre 1, in Crête J., Favre P. (eds.), Générations et politique, Paris : Economica, 29 – 31.



les limites de son intervention diffèrent. Parfois, il y a eu entente entre les différents acteurs autour de certaines problématiques comme la forme politique de la gouvernance et à d'autres moments il y a eu plusieurs différends qui sont arrivées aux limites des affrontements dans l'espace public comme la loi de réconciliation fiscale de 2014. Ces différences montrent l'existence d'un désaccord intellectuel entre les différentes générations et qui ont constitué un obstacle majeur devant la mise en place d'un accord unique et défini. Cette situation a influencé aussi bien la nature de la transition démocratique, les résultats politiques que les enjeux de la révolution.

Chaque catégorie de jeunes possède ses codes, valeurs et aspirations et chaque génération possède sa propre vision du futur avec une certaine impatience de le vivre dans le présent.

**Tableau : usages et attitudes des générations [25]**

	Génération silencieuse	Baby Boomers	Génération X	Génération Y ou génération "pourquoi/Why"	Génération Z ou nouvelle génération silencieuse	Génération ALPHA ou Génération Vème
Naissance	Avant 1945	1945 - 1959	1960 - 1979	1980 - 1999	2000 - 2010	Après 2010 (- 2025)
Environnement vécu	Né entre la grande dépression et la deuxième guerre mondiale	Guerre froide, Conquête spatiale, télévision	Chute du mur de Berlin, SIDA, ordinateur (PC)	11 septembre, guerre en Irak	Guerre Afghanistan, Tsunami, réchauffement climatique, Printemps arabes, changements climatiques	Changements climatiques, réseaux sociaux
Aspirations	Propriété (achat résidence principale)	Sécurité de l'emploi	Equilibre vie privée / vie professionnelle	Liberté et flexibilité	Sécurité et stabilité	"Qu'est-ce que l'humain?" *
Produit symbole	 Automobile	 Télévision	 Ordinateur personnel	 Smartphone et tablette	 Réalité virtuelle, Objets connectés	 Robots, Intelligence Artificielle
Attitude vis-à-vis du travail	Un travail pour la vie	Organisationnel (la carrière définie par l'employeur)	Carrière en "portfolio", loyaux à leurs métiers (et non l'employeur)	Entrepreneurs digitaux. Travaillent "avec" leur employeur et non "pour"	Carrières multitâches, devraient évoluer dans différentes structures et créations d'entreprises	Pas d'information à ce jour (mai 2019)
Attitude vis-à-vis des technologies	Largement désengagée	Early adopters, adaptation à la technologie	Migrants numériques	Nés avec l'arrivée numérique (digital native)	Totalement dépendant du numérique (Technoholics)	+ d'interactions avec le virtuel que le monde physique
Média de communication	 Lettre formelle	 Téléphone	 Email et SMS	 SMS et réseaux sociaux	 Communication corporelle	 Voix, Pensée (?)
Préférence de communication	 Face à face	 Idéalement face à face, mais téléphone ou email si nécessaire	 Email ou SMS	 Outils connectés et mobile	 Facetime, Skype, Snap	 Assistants vocaux, Interface Homme Machine (IHM)
Préférence de communication pour des décisions stratégiques	Réunion face à face	Idéalement réunion face à face, mais évoluant vers des réunions dématérialisées	Réunions dématérialisées, mais en face à face si possible	Face à face (sans pour autant être au format "réunion")	Solution de groupe dématérialisée (digitally crowd-sourced)	"Plus autonomes, ils créeront certainement leur propre pédagogie"
Part de la population active en % (2019)	Inf. à 1%	Environ 15%	Environ 40%	Environ 45%	Sup. à 1%	0%

[25] <https://bit.ly/3GhlxQ5>

Et ce n'est qu'en juin 2022 que la première étude qui s'intéresse à un diagnostic par génération en donnant la parole aux générations Y (entre 26 et 35 ans) et Z (entre 18 et 25 ans) a été élaborée par le Arab Reform Initiative (ARI)[26]. Cette étude s'interroge sur l'hypothèse de l'existence d'une différence entre les jeunes qui ont fait la révolution et ceux qui ont grandi durant la transition démocratique.

Les différents focus groups dans 3 gouvernorats (Beja, Kasserine et Kairouan) ont montré qu'il y a des différences notables de perceptions politiques, notamment celles concernant l'ancien régime d'avant 2011 entre ces deux générations mais également des similitudes quant à l'évaluation négative de la transition démocratique et au relègue des questions économiques et sociales en second plan par rapport aux scandales et polémiques quotidiennes qui régissaient la vie politique[27].

[26] <https://bit.ly/3IIS3SP>

[27] <https://bit.ly/3WIPLky>

Une grande partie de la jeunesse Tunisie s'est impliqué, selon ses propres manières, dans une opération de changement social. Ils ont parié sur l'intégration du plus grand nombre possible de citoyens dans une opération de débat publique selon une approche participative. Ceci a donné naissance à une participation juvénile en parallèle à la participation politique gérée par les jeunes à sa façon et selon ses représentations de l'Etat et de la société. Cette orientation a eu une influence claire sur l'affaire publique et sur la nature de la participation politique de la majorité du peuple tunisien. Ce fait a imposé une nouvelle réflexion concernant le mode de fonctionnement des partis politiques et la manière de penser de l'élite politique ainsi que leur relation avec l'affaire publique et les revendications effectives des citoyens sans oublier les changements radicaux qu'a vécu la société tunisienne depuis 2011 et surtout en relation avec les jeunes. "Ça ne représente pas toute la jeunesse, mais c'est une jeunesse qui, souvent, est en avance dans les transformations et les mouvements culturels. Plutôt innovatrice, elle diffuse sa vision du monde sur le reste de la société et impulse des évolutions culturelles." [28]

Cette hypothèse peut expliquer les conflits générationnels aggravés par la rapidité des mutations sociologiques conduites par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et la transnationalité des questions sociales au sein de chaque génération [29]. Les TIC ont aboli les frontières culturelles, politiques, sociologiques voir économiques (les plateformes de coopération, de travail et ou d'achat). De plus les TIC ont joué un grand rôle dans la révolution de la communication entre les jeunes localement ou internationalement puisque cet outil de communication a outrepassé les contraintes physiques de se voir ou de se réunir ou de travailler dans tous les domaines. Il a permis une grande

ouverture des horizons et une accessibilité à tout le monde et dans tous les domaines. Ce grand village qu'est devenu le globe terrestre permet une synchronisation des questions et des problématiques sociales. Il permet également une meilleure inspiration et l'échange sans barrières des expériences comparées.

La dichotomie vient de cette vision du monde que la société s'évertue à inculquer à ses individus sous le nom de la globalisation et l'accès à l'information, l'abolition de barrières, qui est en opposition aux pratiques réelles dans ce monde administratifs, physiques, inégalitaires, et sélectifs. Cette opposition entre la représentation et la réalité peut être une des causes des conflits et indignations qu'on voit chez les différentes catégories des jeunes puisqu'entre les déclarations universelles de l'Homme et l'application de ces articles dans la réalité il y a un gap énorme dont les jeunes ne se remettent pas voire s'en indignent.

La liberté de circulation, l'égalité des chances, l'inclusivité, l'équité, la distribution équitable des ressources, toutes ces valeurs hautement décriées dans les préceptes de l'économie résiliente et la société inclusive [30] ne correspondent en rien à la réalité des pays qui comptent les populations composées en majorité de jeunes entre 15 et 39 ans. Si on se réfère aux différentes études on remarquera que la moyenne d'âge des députés durant le mandat de 2019-2024 est de 52.3 ans [31] qui ne diverge pas de la moyenne d'âge du mandat précédent (2014-2019) et qui a été de 55.9 ans. Ces chiffres montrent « l'espace de plus en plus exigu laissé aux jeunes en politique » [32]. Ces constatations sont confirmées par le rapport sur la jeunesse de la banque mondiale de 2014 déclarant que 8.8% dans les milieux ruraux et 31,1% dans les milieux urbains n'accordent pas de confiance à la classe politique. [33]

---

[28] <https://bit.ly/3GkwwsW>

[29] <https://bit.ly/3Q212wz>

---

[30] <https://bit.ly/3Q1SJOY>

[31] <https://bit.ly/3I3W5Pi>

[32] Op. Cit. 24

[33]

De plus ce rapport expose une analyse des attentes et besoins des jeunes tunisiens et met également en exergue un niveau élevé de découragement de ces jeunes à travers le taux le plus élevé de la région (33%) des jeunes de 15 à 29 ans « hors système éducatif, au chômage ou en formations ». Ce rapport met en évidence une relation de causalité entre ce découragement et les conditions du marché du travail, une éducation de mauvaise qualité, des disparités régionales et des préjugés sexistes omniprésents, entre autres[34]. Ces besoins persistent en 2022 en y joignant l'accès au service de santé, de transport c'est -à-dire 8 ans plus tard[35].

Compte tenu de toutes ces données qu'en est-il des politiques de l'Etat en place concernant cette frange de la population aussi hétérogène que complexe.

### **Les politiques publiques et les jeunes en Tunisie:**

L'Etat tunisien œuvre à la mise en place de politiques publiques orientées vers les jeunes. Ces politiques partent d'un diagnostic sur terrain des besoins effectifs des jeunes et selon les variables politiques, sociales, économiques, culturelles, etc. et ce, en réponse à la réalité de la révolution. Mais la réalité en Tunisie est autre et met en évidence la grande fracture entre les besoins effectifs des jeunes et ces politiques publiques orientées vers ces jeunes. Le rapport de l'OCDE[36] expose les différences fondamentales et profondes entre ce qui a été présenté par l'Etat en tant que politiques publiques orientées vers les jeunes et leurs besoins effectifs et réels. « Les cadres des résultats restent également insuffisamment élaborés (détail des résultats, des

extrants, défaut de mention du responsable) (Zaouche[37], 2017). De plus, les informations recueillies par l'OCDE soulignent le manque de données désagrégées sur la jeunesse et d'indicateurs statistiques ciblant notamment ce public en Tunisie». Ces données mettent en évidence que l'Etat tunisien traite la question de la jeunesse comme un bloc unifié alors que les jeunes, comme nous avons démontré ci-dessus, sont multiples (puisque ils ne sont pas une classe sociale homogène mais hétérogène et complexe). Il paraît donc évident de devoir réfléchir à des solutions multiples prenant en considération toutes ces différences et besoins en mettant à leurs dispositions des motivations et des moyens les poussant vers une participation massive et active. Cet état de fait impose la mise en place de politiques publiques modifiées, réalistes et scientifiques.

Plusieurs défis et obstacles sont présents dans le processus d'autonomisation des jeunes et leur participation massive dans la vie publique en phase avec les changements touchant les jeunes autour du monde. Le graphique suivant expose les différents défis présents chez les jeunes dans certains pays de l'OCDE.

---

[37] Zaouche, A. (2017), Synthèse de la révision régionale des politiques de jeunesse dans 5 pays arabes,

---

[34] <https://bit.ly/3I3W1yY>

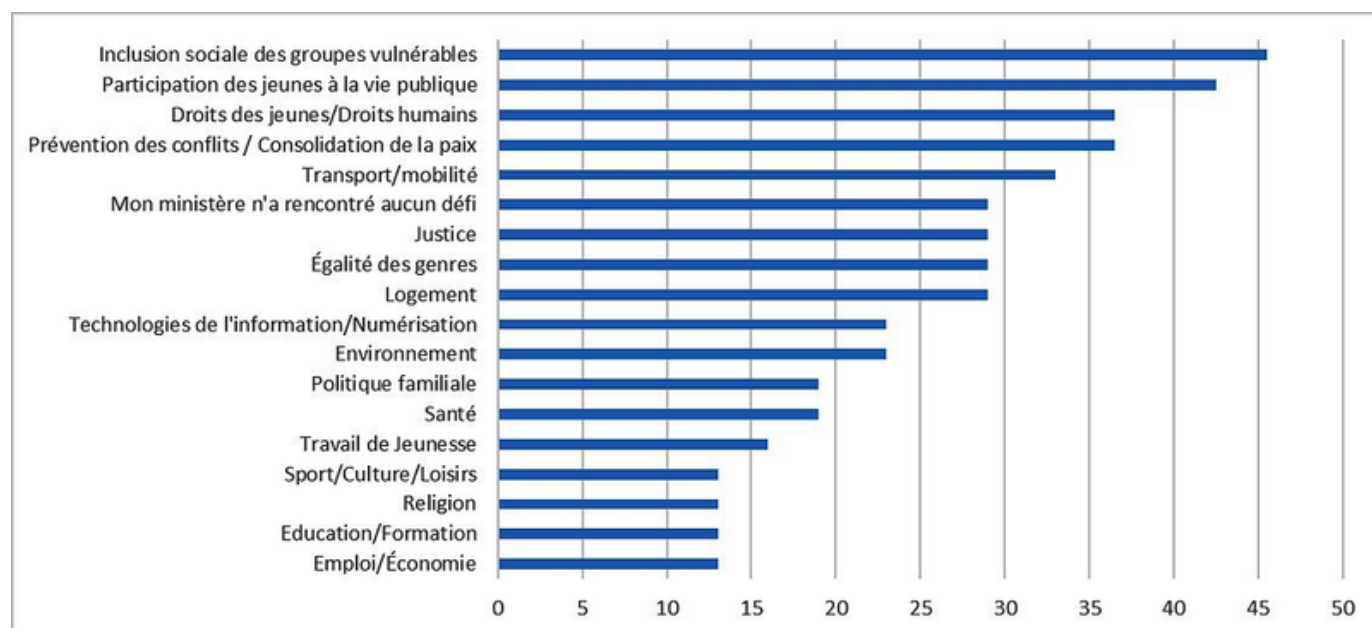
[35] Op.cit.24

[36] <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/55a8832f-fr/index.html?>

itemId=/content/component/55a8832f-fr#section-d1e13623



**Graphique : Les défis rencontrés lors de la collecte des données ventilées par âge dans les pays de l'OCDE (2020)**



Note : Les résultats concernent 24 pays de l'OCDE qui disposent d'une SNJ. Ils correspondent au pourcentage de pays ayant identifié chaque facteur comme un défi.

Source: <https://bit.ly/3C8Jgj8>

**Quels rôles des intervenants dans les problématiques de la jeunesse :**

Les différentes études nationales et internationales ont démontré l'existence d'une grande contradiction entre les revendications réelles des jeunes et celles que présentent les ministères de tutelle et les institutions étatiques concernées par la question de la jeunesse puisqu'on remarque une contradiction des statistiques d'un ministère à un autre, avec une dispersion remarquable des projets orientés vers les jeunes sans oublier la discontinuité, la rupture et le manque de coordination entre ces différentes institutions étatiques.

Et c'est dans ce cadre que le rapport de l'OCDE[38] met en exergue le manque d'informations réelles et pertinentes et l'incapacité des institutions officielles des statistiques comme l'Observatoire National de la Jeunesse à remplir entièrement leurs rôles. « L'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ) constitue le seul organisme scientifique étudiant la jeunesse et réalisant régulièrement des sondages et des études d'opinion sur celle-ci »[39] (OCDE, 2018).

Dans la continuité de ces constatations, la Tunisie demeure loin de la bonne gouvernance du dossier des jeunes et les stratégies nationales orientées vers les jeunes ne paraissent pas répondre aux attentes politiques et sociales de ces derniers et ne reflètent pas la réalité des jeunes comme elle devrait l'être. En effet, on remarque un manque remarquable dans la valorisation des données, des statistiques, des études, des recommandations et les conventions spécifiques aux différentes catégories de jeunes. Effectivement, « seules 6 institutions gouvernementales tunisiennes sur 14 sondées déclarent utiliser des données ventilées par catégorie d'âge dans la formulation de leurs programmes ou services[40] »

[38] Ibid.

[39] OCDE (2018), Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie.

[40] Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Ministre auprès du chef du gouvernement chargé des relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les organisations des droits de l'homme, le Ministère des Affaires Sociales, le Ministère de l'Éducation, le Ministère des Transports et le Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Séniors.

Ces différents constats prouvent que les institutions étatiques fonctionnent avec la même optique que l'acteur politique puisqu'il y a une grande aliénation et une exclusion sociale des jeunes à cause de cette confusion et ce chaos des statistiques.

Afin de faire face à ce chaos plusieurs recommandations nous paraissent nécessaires :

- Il est primordial d'établir des politiques publiques plus appropriées à la jeunesse ou aux jeunes comme définies précédemment. Il est important d'établir des données ventilées par âge ou par génération. Ces distributions légitiment ainsi les fonds et les ressources publiques liés aux caractéristiques et aux besoins de chaque génération. Il est indispensable de collecter des données basées sur des indicateurs plus détaillés intégrant la graduation par âge hormis celles du chômage et de l'éducation nationale.

- Donner plus de latitudes et de transversalité à l'observatoire National de la Jeunesse puisque les problématiques des jeunes touchent tous les secteurs. Un réseautage opérationnel et plus dynamique entre les acteurs institutionnels concernés par les problématiques de la jeunesse doit être concrétisé et dont la coordination nationale devrait être attribuée à l'Observatoire, sous la tutelle de la présidence du gouvernement et visant à élaborer des statistiques, des études et des projets pluridisciplinaires plus appropriées à chacune des générations et tranches d'âges composant cette classe sociale que sont les jeunes citoyens tunisiens.

- Dans le but de consolider la citoyenneté active d'une manière durable, les politiques publiques orientées vers les jeunes doivent motiver cette frange de la population à passer d'une « virtuelle citoyenneté active » à une « réelle » participation politique aux niveaux local et national.

- Moderniser les outils et canaux technologiques liés à l'information et à la communication mais également à l'administration en relation avec ces différentes générations.

## Conclusion

Encore une fois l'histoire nous met face à une étape importante de la transition démocratique et la possibilité de ne pas reproduire les erreurs du passé encore faut-il que la classe politique actuelle avec ses différentes composantes soit prédisposée à en tirer des leçons et à introduire des modifications profondes en phase avec les mutations socio-politiques qu'a connu notre pays ces dernières décennies.

Le paysage politique actuel avec les différentes étapes auxquelles il a été témoin tantôt incluant tantôt excluant les jeunes dans la construction de la transition démocratique doit intégrer les leçons apprises de ces mutations et ce à travers une révision profonde, structurelle et presque totale de son mode de fonctionnement.

## Bibliographie

- Banque Mondiale (2014), Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes,
- Bloch M., 1941, Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) : Les classiques des sciences sociales, 105.
- Braungart R. et M., 1989, Les générations politiques, chapitre 1, in Crête J., Favre P. (eds.), Générations et politique, Paris : Economica, 29 – 31.
- Coavoux Samuel, « Karl Mannheim, Le problème des générations », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 25 juillet 2011, consulté le 15 décembre 2022.
- Floris, S. (s.d.), Études sur les politiques jeunesse des pays partenaires méditerranéens : Tunisie,
- Galland, Olivier. Sociologie de la jeunesse. 5ème édition. Armand Colin, 2011
- Loncle, P. (2013). Jeunes et politiques publiques : des décalages croissants, Agora débats/jeunesses, 64 (2), 7-18
- Longo, M. E. (2016). Les parcours de vie des jeunes comme des processus, Cahiers dynamiques, 67 (1), 48-57
- Mannheim K., 1990 (1928), Le problème des générations, Paris : Nathan, coll. Essais et Recherches, 39.
- Ministère des Affaires de la Jeunesse et des Sports (2017), Stratégie Opérationnelle du Secteur de la Jeunesse : Diagnostic, Orientations, Actions.
- Raz, D. (2019), Youth in Middle East and North Africa, Arab Barometer.
- OCDE (2019), Impliquer et autonomiser les jeunes dans les pays OCDE, Éditions OCDE,
- ONU (s.d.), Pourquoi la jeunesse - Année internationale de la jeunesse 2010 - 2011,
- Union Africaine (2006), Charte Africaine de la Jeunesse,

## Webographie:

- Micalf Margain Constance:
- <https://sms.hypotheses.org/9927#:~:text=Karl%20Mannheim%20relie%20le%20terme,form%C3%A9%20une%20%C2%AB%20unit%C3%A9%20g%C3%A9n%C3%A9rationnelle%20%C2%BB>.
- <http://www.isie.tn/>
- <https://tunisia.unfpa.org:https://bit.ly/3YTEZK2>
- <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/624e58e4fr/index.html?itemId=/content/component/624e58e4-fr#section-d1e739>
- [http://www.obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/Bulletin\\_CIJ\\_VFcompresse.pdf](http://www.obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/Bulletin_CIJ_VFcompresse.pdf)
- Eurostats (2015), Youth in Europe:
- [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Archive:Youth\\_in\\_Europe&oldid=214791](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Archive:Youth_in_Europe&oldid=214791)
- [http://www.obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/Bulletin\\_CIJ\\_VFcompresse.pdf](http://www.obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/Bulletin_CIJ_VFcompresse.pdf)
- <https://www.inflexia-marketing.com/generations-et-usages/>
- <https://www.arab-reform.net/pdf/?pid=22924&plang=fr>
- <https://www.arab-reform.net/fr/publication/tunisie-queelles-lecons-pour-une-participation-effective-des-jeunes-en-politique/>
- <https://www.radiofrance.fr/franceculture/comment-la-jeunesse-pense-le-monde-d-aujourd-hui-les-resultats-de-l-enquete-et-maintenant-3927976>
- [https://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking\\_the\\_barriers\\_to\\_youth\\_inclusion\\_fre\\_chap2.pdf](https://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre_chap2.pdf)
- [https://www.oecd-ilibrary.org/l-annuel-de-l-ocde-2014\\_5jxsvwj031f0.pdf](https://www.oecd-ilibrary.org/l-annuel-de-l-ocde-2014_5jxsvwj031f0.pdf)
- <https://majles.marsad.tn/fr/assembly/deputies?periodId=2>
- <https://www.arab-reform.net/pdf/?pid=22924&plang=fr>
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/10/02/world-bank-report-young-people-tunisia-frustrated-social-economic-obstacles>